



Daily News 11 / 06 / 2021

Brussels, 11 June 2021

Partenariats pour les talents: La Commission lance une nouvelle initiative pour renforcer les partenariats mutuellement bénéfiques en matière de migration avec des pays tiers

La Commission lance aujourd'hui l'initiative « partenariats destinés à attirer les talents », une initiative clé dans le cadre du [nouveau pacte sur la migration et l'asile](#) qui contribuera à remédier aux pénuries de compétences dans l'Union européenne et à renforcer les partenariats mutuellement bénéfiques en matière de migration avec des pays tiers. Afin de faire coïncider les compétences des travailleurs originaires de pays tiers avec les besoins du marché du travail au sein de l'UE, les partenariats destinés à attirer les talents devraient devenir un élément essentiel des relations de l'UE avec les pays partenaires pour gérer ensemble les migrations. Lors d'une conférence organisée par la Commission, des représentants des États membres, du Parlement européen, des partenaires sociaux et économiques et d'autres parties prenantes de l'UE débattront aujourd'hui de la conception et de l'utilisation des partenariats destinés à attirer les talents. Vous trouverez plus d'informations dans notre [communiqué de presse](#). (Pour plus d'informations: Adalbert Jahnz – Tél.: +32 229 53156; Ciara Bottomley – Tél.: +32 229 69971; Laura Bérard – Tél.: +32 229 55721)

EU sanctions: Commission publishes specific provisions concerning Syria, Libya, the Central African Republic and Ukraine

The European Commission has adopted three opinions on the application of specific provisions in the Council Regulations on EU restrictive measures (sanctions) concerning [Libya and Syria](#), the [Central African Republic](#) and actions undermining the territorial integrity of [Ukraine](#). They concern 1) changes to two specific features of frozen funds: their character ([sanctions concerning Libya](#)) and their location ([sanctions concerning Syria](#)); 2) the release of frozen funds by way of enforcing a financial guarantee ([sanctions concerning the Central African Republic](#)) and; 3) the prohibition to make funds or economic resources available to listed persons ([sanctions concerning the territorial integrity of Ukraine](#)). While Commission opinions are not binding on competent authorities or EU economic operators, they are intended to offer valuable guidance to those who have to apply and follow EU sanctions. They will support the uniform implementation of sanctions across the EU, in line with the Communication on the [European economic and financial system: fostering openness, strength and resilience](#). Mairead **McGuinness**, Commissioner for Financial Services, Financial Stability and Capital Markets Union, said: "EU sanctions must be implemented fully and uniformly throughout the Union. The Commission stands ready to assist national competent authorities and EU operators in tackling the challenges in applying these sanctions." EU sanctions are a foreign policy tool, which, among others, help to achieve key EU objectives such as preserving peace, strengthening international security, and consolidating and supporting democracy, international law and human rights. Sanctions are targeted at those whose actions endanger these values, and they seek to reduce as much as possible any adverse consequences for the civilian population. The EU has about 40 different sanctions regimes currently in place. As part of the Commission's role as Guardian of the Treaties, the Commission is responsible for monitoring the enforcement of EU financial and economic sanctions across the Union, and also ensuring that sanctions are applied in a way that takes into account the needs of humanitarian operators. The Commission also works closely with Member States to ensure that sanctions are implemented uniformly throughout the EU. More information on EU sanctions [here](#). (For more information: Daniel Ferrie – Tel.: 32 229 86500; Aikaterini Apostola – Tel.: +32 229 87624)

Agriculture: la Commission approuve une nouvelle indication géographique de France

La Commission européenne a approuvé la demande d'inscription de la « [Cerise des coteaux du Ventoux](#) » de France dans le registre des indications géographiques protégées (IGP). La « Cerise des coteaux du Ventoux » est une cerise de couleur rouge, cultivée sur les contreforts du Mont Ventoux depuis la plaine du Comtat Venaissin à l'ouest et le massif du Luberon au sud, dans le département

de Vaucluse. Dans cette région où le climat est particulièrement favorable, la cerise est une culture traditionnelle et séculaire. La récolte est exclusivement manuelle et se fait par des ramasseurs expérimentés. La réputation de la « Cerise des coteaux du Ventoux » s'est forgée grâce à son calibre important mais aussi grâce à sa présence sur le marché des premiers jours de mai jusqu'à mi-juillet. De nombreux marchés aux cerises se sont développés, attestant de l'importance économique de la production. Cette nouvelle appellation va rejoindre 1761 produits alimentaires déjà protégés. La liste est disponible dans la base de données [eAmbrosia](#). Pour plus d'informations, voir aussi les pages sur la [politique de qualité](#). (Pour plus d'informations: Miriam Garcia Ferrer – Tél.: +32 229 99075; Thérèse Lerebours – Tél.: +32 229 63303)

Amérique centrale et Mexique: l'UE réaffirme son soutien grâce à une aide humanitaire et une aide au développement de 18,5 millions d'euros

L'UE a annoncé hier, lors de la réunion de la solidarité pour les personnes déplacées de force et les communautés d'accueil en Amérique centrale et au Mexique, qu'elle allait allouer une aide de 18,5 millions d'euros, dont 12 millions d'euros à l'aide humanitaire en faveur de l'Amérique centrale et 6,5 millions d'euros à l'aide au développement. Un montant de 4 millions permettra de lutter contre les conséquences humanitaires de la violence, y compris les déplacements, un million d'euros sera destiné à lutter contre l'insécurité alimentaire et 3 millions d'euros seront consacrés à l'éducation en situation d'urgence. Les 4 millions d'euros restants seront alloués aux activités de préparation aux catastrophes. La partie de ce budget consacrée au développement permettra d'aider les réfugiés au titre du train de mesures de réaction à la pandémie de coronavirus. Le commissaire à la gestion des crises, Janez **Lenarčič**, s'est exprimé en ces termes: « L'UE réaffirme sa détermination à venir en aide aux personnes concernées en Amérique centrale et au Mexique. Ces fonds permettront de répondre aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et d'apporter une aide d'urgence en vue d'atténuer l'insécurité alimentaire dans la région. Ils contribueront au renforcement des capacités locales des communautés vulnérables dans l'ensemble de la région de l'Amérique centrale. L'UE est prête à s'engager et à continuer d'aider ceux qui en ont besoin. » La commissaire aux partenariats internationaux, Jutta **Urpilainen**, a pour sa part déclaré ce qui suit: « Nous menons cette lutte ensemble. La violence et les troubles sociaux persistants, les difficultés économiques aggravées par la COVID-19 ainsi que les ouragans Eta et Iota ont contraint des familles et des enfants à fuir leur foyer en Amérique centrale et au Mexique. La situation ne peut se détériorer davantage. » Depuis 1994, l'UE a alloué une aide humanitaire de 257,4 millions d'euros à l'Amérique centrale et au Mexique, dont 66 % (171,9 millions d'euros) ont permis de faire face à des situations d'urgence (inondations, sécheresses, épidémies, tremblements de terre, éruptions volcaniques, déplacements internes) et aux conséquences humanitaires de la violence, les 34 % restants (85,5 millions d'euros) étant consacrés à la préparation des communautés vulnérables et de leurs institutions en vue de faire face aux catastrophes futures. Plus de détails figurent dans le [communiqué de presse](#). (Pour plus d'informations: Balazs Ujvari - Tél.: +32 229 54578; Daniel Puglisi - Tél.: +32 229 69140)

Aides d'État: la Commission approuve un régime français en faveur des entreprises maritimes de transport de passagers soumises à concurrence internationale

La Commission européenne a autorisé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, un régime français de soutien aux entreprises maritimes de transport de passagers. L'objectif du régime est d'aider les entreprises maritimes de l'Union européenne à être compétitives sur le marché mondial du transport maritime. Le régime viendra également en soutien à l'emploi de citoyens de l'Union. Le montant de l'aide octroyée aux bénéficiaires est égal au maximum à la somme des montants versés par l'employeur au titre de plusieurs cotisations, et plus spécifiquement de cotisations personnelles, contribution sociale généralisée et contribution pour le remboursement de la dette sociale. Le régime aura une durée de 12 mois et le budget estimé est de 23 millions d'euros. Le régime est conforme aux lignes directrices « [Orientations communautaires](#) sur les aides d'État au transport maritime » concernant les aides d'État au transport maritime. Il contribue ainsi à la compétitivité du secteur européen du transport maritime et à l'emploi européen tout en s'inscrivant dans des règles de concurrence équitables. La Commission conclue donc qu'il peut être déclaré compatible au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE. La version non-confidentielle de la décision sera publiée sous le numéro d'affaire SA.59537 dans le [registre des aides d'État](#) figurant sur le site web de la Commission consacré à la [concurrence](#). (Pour plus d'informations : Arianna Podesta – Tél.: +32 229 87024 ; Maria Tsoni – Tél.: +32 229 90526)

State aid: Commission approves €25 million Italian scheme to support audio-visual

production companies affected by coronavirus outbreak

The European Commission has approved a €25 million Italian scheme to support audio-visual production companies in the context of the coronavirus outbreak. The scheme was approved under the [State aid Temporary Framework](#). The aid will take the form of a tax credit that will partly cover the costs incurred by audio-visual production companies to comply with the provisions of the Italian COVID-19 Protocol on the safety of cinematographic workers. The tax credit amounts to 60% of the eligible costs, and may be cumulated with aid granted in the form of tax credit under the scheme previously approved by the Commission in April 2021 ([SA. 62007](#) & [SA. 62008](#)), up to maximum of 100% of the eligible costs. The Commission found that the Italian scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. In particular, the aid i) will not exceed €1.8 million per company and ii) will be granted before the end of December 2021. The Commission concluded that the measure is necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU and the conditions set out in the Temporary Framework. On this basis, the Commission approved the measure under EU State aid rules. The non-confidential version of the decision will be made available under the case number SA.63138 in the [State aid register](#) on the Commission's [competition website](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

Mergers: Commission clears acquisition of joint control of Corsearch by Astorg and Cobepa

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of joint control of Corsearch US Holdings Inc. ('Corsearch') of the U.S. by Astorg Asset Management s.a.r.l. ('Astorg') of Luxembourg and Cobepa SA of Belgium. Corsearch is a provider of data, analytics, and services that support brands to market their assets and reduce commercial risks, as well as to support their trademark clearances. Astorg is a private equity firm that seeks to partner with entrepreneurial management teams to acquire global companies and create value through the provision of strategic guidance, experienced governance and adequate capital. Cobepa is a privately held investment company centred on growth capital investments and buy-out acquisitions, mainly seeking investment opportunities in Europe and North America. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns, given the absence of horizontal overlaps and vertical relationships between the activities of the companies. The transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission's [competition website](#), in the public [case register](#) under the case number [M.10281](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

STATEMENTS

Child Labour: Joint Statement by the High Representative and the Commission on the World day against Child Labour

On the occasion of the World Day against Child Labour, the Commission and High Representative issued the following statement: *"In 2021, we mark the International Year for the Elimination of Child Labour. Despite the progress made globally over the years, in 2020, there were still 160 million children in child labour, with 79 million children trapped in hazardous work. The European Union has a zero tolerance approach against child labour. Through development cooperation, political dialogue, human rights, social, humanitarian and trade policies with a range of instruments, initiatives, projects such as the CLEAR Cotton together with EU's Strategy on the Rights of the Child and the new Strategy on Combatting Trafficking in human beings 2021-2025, the EU works around the world to eliminate child labour and to protect children. As we battle the coronavirus pandemic, we need to step up our efforts to prevent children's rights from backsliding. We need to ensure that they are at the centre of the global post-COVID-19 recovery. Children hold the key to a better today and a better future, and it is our human imperative to enable them to live up to their full potential."* The [full statement](#) is available online. (For more information: Peter Stano - Tel: +32 229 54553; Daniel Ferrie - Tel: +32 229 86500; Xavier Cifre Quatresols - Tel: +32 229 73582; Nerea Artamendi Erro – Tel.: +32 229 90964)

Joint statement following the roundtable on the humanitarian emergency in Tigray, Ethiopia

Yesterday, the European Commission and USAID held a virtual high-level roundtable meeting to discuss the deteriorating humanitarian and human rights crisis in Tigray, Ethiopia. Following the meeting, a Joint Statement was issued highlighting amongst others that "seven months into the conflict in Ethiopia's Tigray region, human rights atrocities and the full-blown humanitarian crisis are alarming, currently pushing 400,000 innocent people to the brink of famine and loss of life." The Statement recalls that "the 1980s famine in Ethiopia, led to an estimated one million deaths, many as a result of food assistance being blocked." The full statement is available [online](#). (For more information: Balazs Ujvari - Tel.: +32 229 54578; Daniel Puglisi - Tel.: +32 229 69140)

ANNOUNCEMENTS

Commissioners Schmit and Dalli to participate in meeting of employment and social affairs ministers

Commissioner for Jobs and Social Rights, Nicolas **Schmit**, and Commissioner for Equality, Helena **Dalli**, will participate in the meeting of employment and social policy ministers on Monday, 14 June, in Luxembourg. The ministers will discuss a broad range of issues, including the follow up to the [Social Summit in Porto](#) and next steps to implement the [European Pillar of Social Rights](#). In particular, ministers are expected to exchange views on setting national employment and social targets and monitoring progress within the European Semester process. The Council is expected to adopt conclusions on the [Strategy for the Rights of Persons with Disabilities 2021-2030](#). The Strategy is a joint tool to improve the lives of persons with disabilities, covering all aspect of the UN Convention on the rights of persons with disabilities. The Council is also expected to adopt a Recommendation establishing a [European Child Guarantee](#), which aims to tackle child poverty and social exclusion. It recommends concrete actions to Member States to guarantee access to a set of key services for children in need and to promote equal opportunities. Ministers will also discuss the progress of the [Commission proposal for adequate minimum wages](#) in the EU. Further items on the agenda include economic and social policy coordination, long-term care, pension adequacy, teleworking, social dialogue, health and safety at work, and social security coordination. The Portuguese Presidency of the Council of the EU will also highlight the upcoming High-Level Conference on 21 June in Lisbon to launch the European Platform on Combatting Homelessness. Commissioner **Dalli** will join the meeting to report to Ministers about the celebrations of the [European Diversity Month](#) in May and the way forward regarding the [LGBTIQ Equality Strategy](#). Other points of discussion will be the [Directive on binding pay transparency measures](#) and the socio-economic impact of COVID-19 on gender equality. Both the morning and the afternoon sessions will be livestreamed on the [Council website](#). The meeting will be followed by a press conference with Commissioners **Schmit** and **Dalli**, which will be broadcast [on EbS](#). (For more information: Marta Wiczorek – Tel.: +32 229 58197; Christian Wigand – Tel.: +32 229 62253)

Commissioner Sinkevičius in Sweden to discuss forests and biodiversity*

Commissioner **Sinkevičius** is visiting Sweden on Monday, 14 June to discuss the Commission's upcoming EU Forest Strategy and the proposals on EU-driven deforestation and forest degradation with ministers, members of the Swedish Parliament, NGO and academia representatives, and other actors. The Forest Strategy, as announced in the [2030 Biodiversity Strategy](#), will cover the whole forest cycle and promote the multifunctional use of forests, aiming at ensuring healthy and resilient forests that contribute significantly to biodiversity and climate goals, reduce and respond to natural disasters, and secure livelihoods. A key deliverable under the [European Green Deal](#), the Biodiversity Strategy also pledged to plant 3 billion trees by 2030. The Commission aims to secure this year during COP 15 global meeting on biodiversity an international agreement to address the nature crisis similar to the Paris Agreement on climate. (For more: Vivian Loonela – Tel.: +32 229 66712; Daniela Stoycheva – Tel.: +32 229 53664)

[CALENDAR](#) – Commissioner's weekly activities

[Eurostat](#) press releases

*Updated on 11-06-2021, at 12:17

MEX/21/2962